
Logique de la violence politique

Ahmed Rouadjia

Qui massacre et pourquoi? La réponse n'est pas aussi simple que veulent le faire croire les «démocrates» algériens. Les islamistes tuent, bien sûr. Mais ils ont des cibles et ne tuent jamais à l'aveuglette. Les enquêtes que j'ai effectuées en Algérie entre 1991 et 1992, complétées par des entretiens avec des jeunes en fuite en Tunisie en 1994 et des renseignements recueillis auprès des Algériens (jeunes, policiers et militaires) demandeurs d'asile en France entre 1995 et 1997 témoignent de la responsabilité de l'Etat dans la prolifération des groupes armés.

Frustrés de leurs victoires aux élections législatives de 1991, leur parti dissous, et leurs militants parqués dans des camps du Sud et sévèrement réprimés, les islamistes ont réagi à la violence de l'Etat par des actes aveugles de terrorisme. Leurs cibles sont des gens de l'Etat, policiers, gendarmes, magistrats, intellectuels et journalistes. Ces jeunes qui sont composés de desperados ne sont pas politisés; ils sont souvent très jeunes, agissant en petits groupes très cloisonnés et ils sont encadrés par des chefs, également jeunes, qui n'ont d'autres objectifs inscrits à leurs programmes d'action que de se venger de l'Etat. Beaucoup d'entre eux ont été les témoins de la liquidation d'un frère, d'un cousin ou d'un voisin par la police ou l'armée. Traumatisés et révoltés, ils ont gagné les maquis avec le seul désir de tuer un policier ou un gendarme pour venger celui qu'ils avaient aimé; d'autres ont rejoint les groupes armés uniquement par peur d'être tués par les milices étatiques les suspectant de sympathie envers les islamistes.

Printemps 1998

Face à ces jeunes terroristes, l'Etat a probablement mis en place lui-même des Groupes islamiques armés (GIA) pour les infiltrer, les désorganiser et leur faire commettre surtout des attentats et des massacres de civils qui sont ensuite imputés aux islamistes, y compris à l'Armée islamique du salut (AIS), branche armée du FIS. Si ce type d'opérations a eu lieu, il ne peut être que le fait du Service Action de la Direction Infiltration et Manipulation dépendant directement de la Direction du Renseignement et de la Sécurité, mis sur pied et contrôlé par les généraux Smaïn Lamari et Mohamed Médiène.

L'hypothèse de l'existence de ces GIA étatiques paraît crédible depuis 1994. Leurs membres porteraient, comme les islamistes authentiques, de longues barbes afghanes et des pantalons bouffants, avec des yeux maquillés au *khôl*. Ils auraient pour mission d'"éradiquer" les islamistes authentiques ou supposés tels. Leurs victimes seraient donc bien ciblées. Outre les islamistes armés, et leurs sympathisants, ils s'en prendraient à des populations civiles, choisies en fonction de leur sensibilité islamiste antérieure à la dissolution du FIS. Ces GIA étatiques disposeraient de longues listes nominatives établies entre 1988 et 1991 des gens qui ont sympathisé avec le FIS ou voté pour lui durant l'intervalle considéré. Ce sont ces populations qui ont payé le plus lourd tribut à la guerre civile. Elles sont concernées par ce que les militaires algériens appellent, en aparté, le travail de «purification idéologique», dans la mesure où elles seraient porteuses d'un mauvais levain.

Prenons, par exemple, la carte électorale de 1990 et 1991. Localisons les trois villages martyrs: Bentalha, Raïs, Larbâa, situés tous dans la Plaine de la Mitidja. Ils avaient voté massivement FIS lors des municipales et des législatives. De 1992 à 1995, le pouvoir militaire et la presse dite indépendante n'avaient cessé d'insinuer que ces villages étaient un repaire des terroristes islamistes. C'est ce qui ressort du dépouillement d'une partie de la presse que j'ai effectué pendant cette période.

La façon dont les villageois ont été massacrés, le temps pris par les assaillants pour les achever et la proximité des casernes, qui n'ont pas bougé malgré les appels au secours, font peser le soupçon sur une implication directe des milices étatiques baptisées Groupes islamiques armés. Il suffit de voir par exemple la célérité, le sang froid et le professionnalisme avec lequel les assaillants du village de Bentalha ont exécuté leur sale besogne dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997. Une centaine d'hommes armés investit vers 23 heures le village endormi. Ils regroupent calmement, à quelques centaines de mètres de la caserne, leurs victimes dans des plantations d'orangers et de néfliers et commencent leur boucherie. Sous les coups de leurs haches, de leurs poignards et de leurs kalashnikovs, les enfants, les femmes et les vieillards tombent. Des cris retentissent, des appels au secours, des explosions et des sirènes d'alarme montent dans la nuit silencieuse et remplissent l'espace alentour sans que les militaires

casernés à cent mètres de là interviennent. Qui plus est, les assaillants avaient fait aussitôt sauter plusieurs portes d'entrée avec des engins explosifs au point que certains témoins assurent avoir entendu depuis la proche banlieue d'Alger les détonations et les clameurs.

D'autres faits étayent encore cette hypothèse d'une responsabilité directe de l'Etat dans ces massacres: c'est le choix des cibles visées, la durée de l'opération et le professionnalisme des assaillants. D'abord, les deux quartiers excentrés et mitoyens, situés à la périphérie de la ville, et que sont *hai* Boudoumi et *hai* Djilalai, sont connus pour avoir été «100% FIS»; la durée de l'opération, ensuite, qui s'est étalée sur cinq heures, selon les témoignages recueillis. Elle prouve que les assaillants avaient l'assurance qu'ils pourraient faire leur sale besogne sans s'inquiéter outre mesure de qui que ce fût. Le professionnalisme, enfin, des assassins, relevé par des témoins du drame, écarte l'hypothèse islamiste avancée par le régime et les «démocrates» qui le soutiennent. Selon l'un des témoins, proche de l'une des victimes de Bentalha, et d'autres renseignements plusieurs fois recoupés, les tueurs avaient un savoir-faire et une rapidité dans l'exécution qui ne relèvent pas de la compétence de simples terroristes islamistes. Certains journalistes français qui ont pu se rendre sur place, quelques semaines plus tard, rapportent des témoignages similaires. Les tueurs se comportaient a dit l'un des témoins «comme des ninjas» (forces spéciales) et «agissaient rapidement. J'en ai vu un tirer au fusil d'une seule main»¹.

D'autres indices encore peuvent être relevés dans le même sens. Ce sont, par exemple, les propos presque réjouis que tiennent militaires et gendarmes en présence des journalistes étrangers face aux massacres des deux quartiers de Bentalha: «Avant, ils ont soutenu les terroristes», confiera l'un des gendarmes interrogés sur l'incroyable passivité des forces de l'ordre. Le témoignage de ce jeune homme venu avertir l'armée du carnage qui se déroulait à cent mètres de la caserne est un comble. Il jure que «lorsqu'il s'est présenté pour donner l'alerte, les soldats l'ont accueilli en lui donnant un violent coup de crosse sur le nez et ont refusé de l'écouter»².

On connaît le bilan provisoire de cette effroyable boucherie : 200 personnes (hommes, femmes, vieillards et enfants) ont été égorgées, brûlées et mutilées, sans parler des maisons calcinées, et ceci à dix kilomètres à peine de la capitale.

Le village de Raïs, situé près d'Alger, avait subi un sort identique un mois plus tôt. Dans la nuit du 28 au 29 août, il reçoit la visite d'une centaine d'hommes armés qui massacrent dans des conditions effroyables entre 200 et 300 personnes, selon les journaux indépendants, et entre 90 et 100 selon la version officielle. Ce petit village avait voté aussi massivement FIS en 1990 et en 1991. Ces crimes ont été, comme tous les précédents, officiellement attribués à des commandos «islamistes». Peut-on croire à la version des autorités qui prétendent que les islamistes se sont retournés contre leurs électeurs et sympathisants parce qu'ils n'avaient pas payé

«l'impôt révolutionnaire» tout en accusant une partie de la population de Raïs de servir de gîtes aux terroristes? Là encore, comme à Bentalha, l'armée n'a pas bougé d'un iota et a délibérément laissé faire le GIA. Comme à Bentalha, les assaillants ont pris leur temps: ils ont commencé à 22h30 et n'ont fini leur criminelle besogne qu'à 2h30. Malgré les appels au secours de la population, les détonations, les hurlements des victimes et des rescapés ainsi que les flammes des maisons incendiées, les soldats cantonnés à quelques centaines de mètres du carnage n'ont pas bougé. *«Ordre était visiblement donné aux militaires de rester dans leurs casernes, même au prix de l'insupportable: laisser hurler et égorger des populations entières considérées comme collaboratrices.»*³

Dans le village de Larbâa, distant de quinze kilomètre de Raïs, mêmes scènes tragiques, même appel de détresse et même refus de l'armée de secourir les victimes. Deux massacres y ont été commis le 23 septembre 1997 par un groupe armé, présumé «islamiste» qui avait, à quelques pas de la caserne, tué à l'arme blanche et avec des armes à feu près de deux cents personnes. Ce village avait été l'un des bastions des islamistes du FIS jusqu'à sa dissolution en 1991. C'est dans les environs de ce village que se trouvent concentrées les installations militaires, y compris le centre de transmission le plus important de la première région militaire. Lors du massacre du village, et malgré les appels au secours de la population, les témoins que j'ai entendus, résidents de Baraki, près de Larbâa, assurent qu'ils ont entendu toute une partie de la nuit les hurlements et que la population a averti les deux casernes qui s'y trouvaient, mais en vain: *«Les soldats nous ont fait signe de rebrousser chemin avant même que nous ayons atteint l'entrée de la caserne. "Rentrez chez vous!" nous criaient-ils»*.

Le 21 avril 1997, le village de Bougara, situé également dans la plaine de la Mitidja, à une trentaine de kilomètres d'Alger, a été investi par un groupe armé qui avait massacré, égorgé et éventré à la hache 103 personnes sans que l'armée, présente en force, n'intervienne. Ce gros bourg, les militaires le savaient, avait donné massivement ses suffrages au FIS en 1990 et en 1991.

La question qui se pose dès lors est la suivante: la désignation claire ou implicite, par le pouvoir et les «démocrates» qui lui sont proches, des terroristes islamistes comme responsables des massacres des innocents est-elle crédible? Avec les témoignages nombreux et indépendants que l'on peut recueillir ici et là sur les exactions et la passivité de l'armée dans ces carnages, il n'est plus possible aujourd'hui de se contenter de l'explication simpliste que le pouvoir donne de la situation dramatique du pays et qui confine à l'intoxication. Tout se passe comme si l'élimination physique des islamistes armés n'était pas suffisante pour écarter le danger qui menace les bases de «la République»; et qu'il fallait éliminer ce qui est considéré

comme leur base arrière et leur vivier : les électeurs et les sympathisants du FIS.

Les démocrates algériens et les intellectuels français

On appelle vrais «démocrates» algériens ceux qui appellent à l'éradication des islamistes, quels qu'ils soient, radicaux ou modérés. Ils se regroupent sous divers sigles: Rassemblement pour la culture et la démocratie en Algérie (RCD) dirigé par Saïd Saadi et sa porte-parole Khalida Messaoudi; Et-Tahaddi (le défi), d'obédience communiste; l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), inféodée au pouvoir; et divers groupes sociaux et professionnels hétéroclites. Ils se définissent comme démocrates non par rapport à une représentation et à une pratique véritablement démocratiques de la société civile et politique, mais uniquement par rapport à cette haine aveugle qu'ils vouent à l'islamiste qu'ils classent, sans aucune nuance, dans la catégorie «intégriste et fanatique». Démocrates, ils se disent également opposants et insistent sur ces deux étiquettes pour marquer leur différence vis-à-vis des autres formations laïques qui ne partagent pas leurs choix idéologiques et leurs analyses de la situation politique algérienne. Par exemple, le Front des forces socialistes (FFS), le Parti révolutionnaire (PR), la Ligue des droits de l'homme et, enfin, tous les partis dits de Saint Egidio, ne méritent pas à leurs yeux cette appellation vertueuse de «démocrates» pour la simple raison qu'ils ont accepté de dialoguer avec les islamistes, réputés tous égorgés d'enfants, de femmes et de vieillards.

Mais ce n'est pas tout. Ces «démocrates», surtout ceux du RCD, ont une vision et une stratégie de lutte et d'alliance qui laisse perplexe. Comme on le verra sous peu, elle est si spécieuse qu'elle ne laisse pas de séduire et même d'emporter l'adhésion de ceux qui n'ont de la politique qu'une culture superficielle. Elle séduit aussi ceux qui ne connaissent pas la complexité de la situation algérienne ainsi que ceux qui la connaissent, mais qui ont choisi pour des raisons qui tiennent à des positionnements idéologiques, souvent déterminés par une culture fortement marquée de laïcité, avec ses relents anticléricaux, de prendre le parti du RCD et de ses amis.

C'est à ces «démocrates» que vont les sympathies et le soutien de certains intellectuels français, séduits par leur discours anti-islamiste, agressif et réducteur. La détestation de tout ce qui porte la marque «islamiste» les conduit à cet amalgame qui consiste à mettre dans le même sac le FIS, les GIA, les mollahs d'Iran, le régime militaire du Soudan, et même un mouvement comme le Hamas palestinien qui, bien que se réclamant de la tendance fondamentaliste islamique, reste avant tout un

mouvement national de résistance à l'occupation israélienne, comme l'est le Hizbollah libanais, présenté systématiquement par les médias occidentaux comme un simple appendice de l'Iran. Est-ce pour cette raison que Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, André Glucksman ou Pascal Bruckner se sont toujours abstenus d'apporter le moindre soutien aux enfants palestiniens de l'Intifada qui seraient manipulés par les mouvements fondamentalistes? Ces intellectuels ont pourtant bien soutenu les musulmans bosniaques et avaient même affrété, pendant la guerre, un avion pour transporter des familles jusqu'en Israël. Pourquoi ces gestes généreux ne seraient-ils pas applicables à des centaines de familles palestiniennes aux maisons détruites par les bulldozers israéliens?

Il n'est pas difficile de comprendre que l'engagement de ces intellectuels en faveur de certaines causes n'est jamais désintéressé; elle est sous-tendue par des considérations plus idéologiques qu'humanitaires. L'islamisme, sous quelque nuance qu'il se présente, constitue à leurs yeux une menace pour les démocraties. Bien qu'il lutte sous cette étiquette, comme en Palestine, non pas contre les démocraties, mais contre les occupants et pour la défense de l'identité nationale, il ne rencontre que condamnation et désapprobation. L'islamisme devient dès lors non seulement un alibi commode qui dispense des analyses nuancées, mais un spectre qu'on agite face à tous ceux qui seraient tentés d'y voir clair. On n'a pas à analyser ou à essayer de comprendre «un mouvement fasciste» qui se discrédite lui-même par ses actes de barbarie quotidienne.

Mais entendons-nous bien: les islamistes authentiques, c'est-à-dire déclarés, ne sont pas des agneaux et tuent également des innocents. Ils sont des terroristes qui se nourrissent du terrorisme de l'Etat et de la grande criminalité qui s'en mêle. Mais ils n'ont pas le monopole de la violence et du fanatisme, puisque l'Etat les pratique sur une grande échelle. C'est ce point de vue, qui résulte de l'analyse d'informations vérifiables, que rejettent ces intellectuels et un certain nombre de politiques aveuglés par des conceptions étroitement idéologiques et partisans. Écoutons encore Jacques Julliard du *Nouvel Observateur* : «*Les auteurs des massacres, ce sont les islamistes, ce sont eux qui le disent*». Jack Lang ajoute à la confusion et à l'amalgame : «*Il ne faut avoir, dit-il, aucune complaisance pour ceux qui, sous le nom du FIS, ont ouvert la voie à la violence*». C'est oublier que ce FIS n'avait cessé de dénoncer les crimes des GIA indépendants ou manipulés par l'Etat et qui tous combattent, chacun à sa manière, la branche armée du FIS, l'AIS. Le même amalgame et la même erreur grossière sont reproduits quelques jours après par Laurent Joffrin quand il déclare doctement : «*On sait bien que ces GIA sont les créations monstrueuses de l'islamisme radical...*»⁴. C'est une façon de laver de tout soupçon, sans le savoir peut-être, l'Etat algérien qui ne demande pas mieux que de faire endosser au FIS la création de tous les groupes armés qui essaient en Algérie.

L'Etat a des milices qu'il a armées et dénommées «groupes de défense des patriotes», censées protéger leurs biens et leurs villages des atteintes des groupes armés authentiques ou prétendus. L'armée régulière elle-même s'est transformée progressivement en vertu de sa mission «éradicatrice» du terrorisme en une gigantesque machine à ratisser, à bombarder et à exterminer tout ce qui, a priori, ressemble aux islamistes. Des villages et des forêts ont été ratissés et bombardés, des maisons censées abriter des terroristes, détruites aux lance-roquettes, et des représailles collectives et des exécutions sommaires ont été commises par l'armée dite populaire.

Qui a tué le célèbre et influent syndicaliste Abdelhak Benhamouda ⁵, proche du président-général Liamine Zeroual? Les islamistes, répond le pouvoir. Qui a tué, bien avant lui, le président du Haut Comité d'Etat, Mohamed Boudiaf ⁶, puis Djilali Liabès, ancien ministre de l'Education et de la Recherche, puis Kasdi Merbah, ancien patron de la redoutable Sécurité militaire et ancien Premier ministre, puis Belkaïd⁷, lui-même ancien syndicaliste et ministre de l'Information dans le gouvernement de Sid Ahmed Ghazali (1990-1992), puis Mohamed Hardi, ancien ministre de l'Intérieur (1992-1994), puis un général de la douane, et enfin qui a assassiné quantité d'autres personnalités, intellectuelles et artistiques? Ce sont les terroristes islamiques, répond encore le pouvoir. Pourtant, il est bien possible qu'une fraction de l'Etat ne soit guère étrangère à ces assassinats qui s'inscrivent dans une logique de règlements de comptes au sein du pouvoir.

Les fanatiques du GIA ont une prédilection pour les intellectuels, les journalistes et les artistes, qu'ils tuent avec des «contrats» comme ils disent. Les jeunes chargés de l'exécution de ces «contrats» ne connaissent le plus souvent rien de la vie de leurs victimes, sinon qu'elles sont réputées mécréantes et enveloppées dans le même opprobre que l'Etat qu'elles soutiennent. Ils sont accusés de cautionner la politique répressive de l'Etat et d'avoir appelé à l'interruption du processus électoral en décembre 1991. Accessoirement, ce GIA s'en prend à la branche armée du FIS, l'Armée islamique du salut (AIS) à laquelle il voue une haine indicible. Il l'accuse de jouer la modération et de se montrer conciliante avec le régime «impie». Celle-ci s'en prend de préférence à tous les éradicateurs «démocrates» proches de l'armée, tels que le RCD, Et-Tahaddi (Le Défi), groupuscule issu de l'ancien et dogmatique Parti communiste, le PCA, lui-même créé de toutes pièces par le PCF, dans les années 30, et qui tous deux avaient partagé jusqu'au bout l'illusion de Maurice Thorez relative à «*L'Algérie, nation en formation*» (1939), c'est-à-dire à une nation qui serait incapable alors de voler de ses propres ailes sans rester accrochée aux basques de la mère-patrie; et enfin l'UGTA, dont le chef de file, A. Benhamouda, était l'ennemi invétéré des islamistes qu'il mettait tous dans le même sac. Comme tous les «démocrates» algériens, Benhamouda n'avait, pour combattre les islamistes, qu'invectives et anathèmes à la bouche. Comme pour tous «les

démocrates», les insultes et les dénigrement qu'il distillait à l'encontre de ses adversaires islamistes avaient toujours tenu lieu d'analyses politiques.

Attentat commandité et coalitions hétéroclites

Le pouvoir militaire, dont l'une des branches a peut-être commandité l'attentat qui lui a coûté la vie, lui doit pourtant beaucoup. C'était lui qui avait été à l'origine de la création, à la veille du second scrutin des élections législatives de décembre 1991, d'un Conseil national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA), autour duquel il avait rassemblé l'ensemble des couches hétéroclites de la société algérienne mais dont l'unique trait commun était d'être les premiers bénéficiaires de la rente pétrolière: militaires hauts gradés, entrepreneurs privés, bourgeoisie d'affaires, gros importateurs de l'agro-alimentaire et spécialistes de haute volée en matière d'obtention de commissions juteuses, chefs de partis au nombre d'adhérents réduit à une dizaine de personnes, mais dont les relations et les réseaux d'affaires avec la gent de l'Etat leur conféraient un pouvoir exorbitant en matière d'influence économique et politique, et enfin, cadres de l'UGTA, cette organisation de «masse» dite jadis dans les textes officiels «prolongement naturel du FLN».

Tout ce monde-là s'était engraisé, avant l'explosion d'octobre 1988 et de la guerre civile qui l'a suivi de 1991 à nos jours, à l'ombre de l'Etat-FLN, dont une partie, faute de s'être enrichie, avait basculé dans l'islamisme, l'autre dans le camp des «éradicateurs», et la troisième enfin dans celui des «réconciliateurs». Le CNSA de Benhamouda, rampe de lancement des éradicateurs dans l'ordre civil auquel l'armée fait pendant dans l'ordre militaire, avait été apeuré par la perspective, non d'une mise en cause de «la démocratie», du reste fictive, mais de l'arrivée probable des islamistes au pouvoir qui remettrait en cause leur situation. Les privilèges à défendre étaient et restent encore plus importants que la démocratie dont on n'avait que faire, puisqu'elle a toujours été stigmatisée comme une création maléfique «du monde capitaliste» et bourgeois. Une étude sémantique du vocabulaire politique algérien jusqu'en octobre 1988, démontrerait à l'envi la récurrence de ces connotations négatives dont capitalisme et bourgeoisie étaient marqués.

Même si elle paraît illogique et absurde, la guerre civile et son cortège de massacres n'en reste pas moins explicable. Une analyse froide démontrerait qu'elle est sous-tendue notamment par une logique marquée par des enjeux économiques au sein du pouvoir⁸; ils lui confèrent aussi cette cohérence invisible aux romantiques, aux naïfs et aux démocrates qui sont pris au piège des apparences. Le CNSA s'était inscrit, en connaissance de cause, dans cette logique d'affrontement. C'est ce qui explique

l'amalgame consistant à mettre dans le mot «terroriste islamique» tous les islamistes assassins et tous ceux qui assassinent en leur nom, y compris certaines fractions du pouvoir qui s'en donnent à cœur joie à ce jeu macabre, barbare et inhumain.

Aucun des assassinats de personnalités officielles dont celui du président Mohamed Boudiaf n'a été éclairci. Tous ces crimes sont encore entourés d'épaisses brumes. Mais à relire tous les comptes rendus de la presse dite «indépendante» à ce sujet, on apprend que leurs auteurs, tous présentés comme étant des islamistes, «ont été abattus» par les forces de l'ordre, et que beaucoup d'entre eux ont même été abattus plusieurs fois et à plusieurs mois d'intervalle! Amnésie, oubli ou intox? Allah seul le sait! Toujours est-il qu'à maintes reprises des islamistes présumés tués par l'armée ont ressuscité, on ne sait par quel enchantement, pour être tués à nouveau en d'autres endroits du territoire par cette même armée!

Mais à propos de l'assassinat d'Abdelhak Behamouda, qui s'appêtait à créer un parti du président dont il devait être l'animateur, les journaux «indépendants» ont quand même émis des hypothèses qui excluent la responsabilité des islamistes et en disent long sur la lutte à front renversé que se livrent les gens du pouvoir. Écoutons *Liberté* du 29 janvier: «*Qui a donc assassiné Behamouda? Ou plutôt, qui a commandité son élimination, tant il est vrai que l'important est de démasquer non pas les tireurs mais ceux qui ont armé la main des assassins ?*» Tandis que le quotidien *El-Watan* a émis tout bonnement l'hypothèse d'un «*règlement de comptes*» entre les cercles du pouvoir, le quotidien *Le Matin*, proche des communistes, pourtant toujours prompts à imputer tous les assassinats aux islamistes, n'a pas hésité cette fois-ci à mettre en cause les «*clans du pouvoir*» dans l'élimination de Benhamouda.

En conclusion, on devrait peut-être se garder de la vision manichéenne selon laquelle en Algérie il y a les bons (l'armée et les démocrates qui la cautionnent) et les méchants (tous les islamistes qui tuent sans faire de quartier). Cette vision, répandue par «les démocrates» du RCD et leurs amis français, a réussi à s'imposer dans quelques secteurs de la vie politique française et son succès est moins fonction d'une analyse sereine et impartiale que de la répulsion et de la peur que provoquent l'islamisme politique en général et le fanatisme intégriste en particulier. Autrement dit, cette vision est plus militante et idéologique que politiquement détachée...

Ahmed Rouadjia est chercheur à l'INED.

¹ Cité par *Le Monde*, 11 novembre 1997.

² D'après *Le Monde*, *ibid.*

³ *Le Monde*, 29 août 1997.

⁴ *Libération*, 23 janvier 1998.

⁵ Tué par cinq hommes armés le janvier 1997 devant le siège de la centrale syndicale, L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

⁶ Assassiné le 29 juin 1992, à Annaba, alors qu'il prononçait un discours dans une salle archicomble par l'un des membres de la sécurité chargé de le protéger.

⁷ Assassiné le 28 septembre 1995.

⁸ Je me permets de renvoyer à mes deux derniers articles portant sur les enjeux économiques de la guerre et sur la violence, ses racines, dans l'histoire algérienne : a) Un an après l'élection de Liamine Zeroul in *Confluences Méditerranée* N° 20 Hiver 1996-1997, b) La violence et l'histoire du mouvement national algérien» in *Peuples Méditerranéens* N°70-71, Janvier-Juin 1995.